

Usage des réseaux sociaux et leur influence sur la participation politique des citoyens de la commune de Kozah 1 au Togo

Essodinamodom KABA¹,
Essossinam ADJETA², Kodjo Mawaké BISSANTCHAO³

Résumé

L'adoption des réseaux sociaux au Togo a amélioré la communication entre les gouvernants et gouvernés. Les réseaux sociaux offrent des opportunités économique, sociale et politique qui impactent le développement de nos Etats. Leur utilisation permet de détourner les censures portant sur les médias officiels. La présente recherche se propose d'analyser l'influence de l'usage de réseaux sociaux sur la participation des citoyens à la vie politique dans la commune de la Kozah 1 au Togo avec une méthodologie mixte (approche quantitative et qualitative). Les résultats de la recherche ont révélé que non seulement les réseaux sociaux offrent des opportunités pour la participation politique des citoyens, mais leur usage révèle parfois des risques dans l'univers politique.

Mots-clés : Espace public, Citoyens, Réseaux sociaux, Participation politique, ville.

Abstract

The adoption of social networks in Togo has improved communication between rulers and ruled. Social networks offer economic, social and political opportunities that impact the development of our States. Their use makes it possible to circumvent censorship of official media. This research aims to analyze the influence of the use of social networks on the participation of citizens in political life in the commune of Kozah 1 in Togo with a mixed methodology (quantitative and qualitative approach). The results of the research revealed that not only do social networks provide opportunities for citizens' political participation, but their use sometimes reveals risks in the political universe.

Keywords: Public space, Citizens, Social networks, Political participation, City.

Introduction

La libéralisation de l'espace médiatique en Afrique a débouché sur l'éclosion de la presse privée et l'ouverture des médias publics à la libre expression (T. Danioué, 2010). En Afrique subsaharienne, le recours aux réseaux sociaux devient un instrument puissant qui permet une participation plus accrue des citoyens au processus démocratique (I. S. Ouambi, 2017). Depuis les années 2010, l'animation de la vie

1 Maître-Assistant de Sociologie urbaine et du changement social (Université de Kara) ; Email : kabatho@yahoo.fr.

2 Maître-Assistant de Sociologie Politique (Université de Kara) ; Email : adjet9@yahoo.fr.

3 Etudiant, Université de Kara, Email : kodjobissan@gmail.com.

politique sur le continent africain reste marqué par l'usage grandissant des réseaux sociaux.

Pendant les révolutions arabes, les réseaux sociaux ont joué un rôle important (D. Fari, 2012 ; Y. Gonzalez-Quijano, 2015 et Z. Touati, 2012). En Afrique, la place et le rôle des réseaux sociaux sont à la fois liés à l'histoire et à la conjoncture. Si les médias classiques (la presse écrite, la radio, la télévision) sont introduits pendant la période coloniale, ceux dits modernes (réseaux sociaux numériques) sont le produit de la trajectoire politique, économique, sociale et culturelle.

Au Togo, de nouveaux acteurs font leur apparition sur l'arène politique à la faveur des réseaux sociaux numériques. Les titres de plateforme telle que « *Forum du citoyen* », « *Citoyens engagés* », « *Jeunes unir* », « *Parlons politique* », « *Affaires de la cité* », « *Echos de pays* », « *Informations d'ici ou d'ailleurs* », « *Politique et développement du Togo* », « *Togo en marche* » sont illustratifs de la dynamique instaurée par les réseaux sociaux. Ils participent à la vie politique par l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC). Grâce aux réseaux sociaux, les actions et les décisions publiques sont sans cesse analysées. Elles peuvent désormais être commentées, critiquées ou modifiées sous la pression des populations autrefois jugées inaptes ou ignorantes (D. Cardon, 2010, p. 10). La révolution des TIC a profondément bouleversé les principes de la participation politique au Togo. Ainsi, les réseaux sociaux se présentent comme un outil contribuant à l'organisation et à la structuration des mouvements politiques. Pour G. Napo (2020), les réseaux sociaux se sont multipliés partout dans le monde et se positionnent comme des créneaux pour la mobilisation collective des citoyens. Ainsi, leur particularité réside dans le fait de rendre visible et d'entrecroiser ce que la pratique antérieure pouvait soigneusement cloisonner.

L'usage croissant des réseaux sociaux est source d'acquis cognitifs qui ne se limitent pas seulement au savoir-faire mais relèvent aussi de la capacité à disposer des usages. Ainsi, ces technologies sont des objets autour desquels se redéfinissent, les rôles sociaux et la recomposition des groupes d'acteurs. La pluralité des espaces de communication concourt à la diversification des pratiques dans le champ politique. Une partie des internautes togolais s'y accrochent en tant qu'espace ouvert et libre, compte tenu de son rôle multidimensionnel comme le précise P. Rosanvallon (2006, p. 75) en ces termes :

Le rôle majeur de l'internet réside dans son adaptation spontanée aux fonctions de vigilance, de dénonciation, de notation... mieux l'internet est l'expression réalisée de ces pouvoirs... la transformation de la notion critique. C'est la métaphore de ce qu'est en train de réaliser internet dans l'ordre politique : un espace généralisé de veille et d'évaluation du monde. C'est dans cette mesure qu'internet peut être proprement considéré comme une forme politique.

Les réseaux sociaux participent à l'expression des citoyens ordinaires qui contournent ainsi les corps intermédiaires. La parole profane prend place aux côtés de celle des experts. La multiplication des canaux de diffusion engendre un foisonnement des modes de consommation de l'information qui s'apparente de plus en plus, à un comportement compulsif visant à satisfaire des désirs et des envies de réagir instantanément. Le politique⁴ utilise s'en sert notamment pour sa propagande.

L'influence des réseaux sociaux sur la sociabilité reste partagée entre deux opinions. Tandis que certains louent les bienfaits de ces outils, d'autres insistent sur leurs aspects néfastes (M. Pogbo Pali, 2020). Au Togo, les déviances en rapport avec les réseaux sociaux prennent des proportions importantes. La commune de Kozah 1 fait partie des villes togolaises relevant du fief du régime au pouvoir où les médias privés sont peu nombreux et le débat contradictoire jadis absent. Les réseaux sociaux constituant le seul recours dépenalisé pour les populations qui n'hésitent pas à y déchaîner leurs frustrations et passions. Les populations s'en servent pour se faire entendre, pour manifester leur adhésion à la politique des gouvernants ou pour exprimer leur désaccord.

Force est de constater qu'en dehors de leur fonction informative, les réseaux sociaux jouent un rôle mobilisateur pour les partis politiques et contribuent activement aux contestations politiques. Non seulement, ils servent de relais pour mettre de l'emphase sur les appels à la contestation, mais ils constituent également un espace virtuel de discussions politiques parfois tendus mettant en relief des positions radicales, ce qui conduit le plus souvent à des actes de violence. Dans la commune de Kozah 1, les réseaux sociaux ont été utilisés comme un catalyseur de la mobilisation des citoyens dont l'ampleur a fait craindre de mauvais jours pour le pouvoir en place au cours de l'année 2017. Toutes ces observations ont suscité la question de savoir: comment les réseaux sociaux influencent-ils la participation politique des citoyens de la commune de Kozah 1 ?

1. Cadre de référence théorique et démarche méthodologique

1.1. Cadre de référence théorique

Pour l'analyse, il a été fait usage de deux théories. La première théorie est celle de la force des liens faibles de M. Granovetter (1985) qui postule que la force des relations entre les individus n'est pas égale, et que ces différences génèrent des configurations sociales qui ne sont pas neutres, du point de vue du phénomène comme la mobilité sociale. De ce point de vue, un réseau social se compose de liens forts et de lien faibles

⁴ Les représentants du pouvoir public, acteurs politiques, organisations, bloggeurs et/ou simples activistes.

dans la mesure où il satisfait aux quatre critères que sont la fréquence des contacts, l'intensité émotionnelle, l'intimité et la réciprocité des services rendus.

La seconde théorie est relative à la théorie de l'espace public ou la participation à la délibérative de J. Habermas (1997) selon laquelle la légitimité de l'Etat de droit ne s'aurait se limiter à un cadre strictement institutionnel. Mais il compte avec l'existence d'arènes politiques informelles, constituées par la nébuleuse de l'espace public issu de la société civile dont l'action se lit à travers les différents réseaux sociaux en vogue dans les villes togolaises.

1.2. Démarche méthodologique

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette recherche a combiné l'analyse documentaire aux approches quantitative et qualitative. L'enquête quantitative a été faite au moyen d'un questionnaire tandis que celle qualitative a été possible grâce à un guide d'entretien. Les investigations ont touché les 4 cantons de la commune de Kozah 1 à savoir les cantons de Lama, Landa, Soumdina et Lassa sur un effectif de 168 personnes réparties comme suit : Lama 128, Landa 11, Lassa 17 et Soumdina 12. Trois (03) groupes de discussion ont été réalisés: un à Lama (composés des hommes et femmes adultes), un à Lassa (uniquement de garçons) et un troisième à Landa (uniquement de filles). Somme toute, les catégories sociales touchées se compose d'enseignants, de commerçants, d'étudiants, d'artisans, d'agriculteurs, et des salariés des secteurs public et privé. Les enquêtés sont des deux sexes (masculin et féminin) et ont un niveau d'instruction allant du primaire au supérieur. L'identification des citoyens utilisateurs du réseau de réseaux sociaux a été faite de façon aléatoire dans la zone de l'étude. L'analyse des données a été faite avec les logiciels SPSS et Excel.

2. Résultats de la recherche

2.1. Etat des lieux de l'usage des réseaux sociaux dans la commune de Kozah 1

Pour mieux cerner l'influence de l'usage des réseaux sociaux sur la participation politique des citoyens de la commune de la Kozah 1 au Togo, il est important d'analyser les différents types de réseaux sociaux et les usages qui leur sont associés.

2.1.1. La typologie des réseaux sociaux dans la commune de Kozah 1

L'avènement des réseaux sociaux au Togo et précisément dans la commune de Kozah 1 a entraîné l'adoption de divers réseaux sociaux à des échelles différenets.

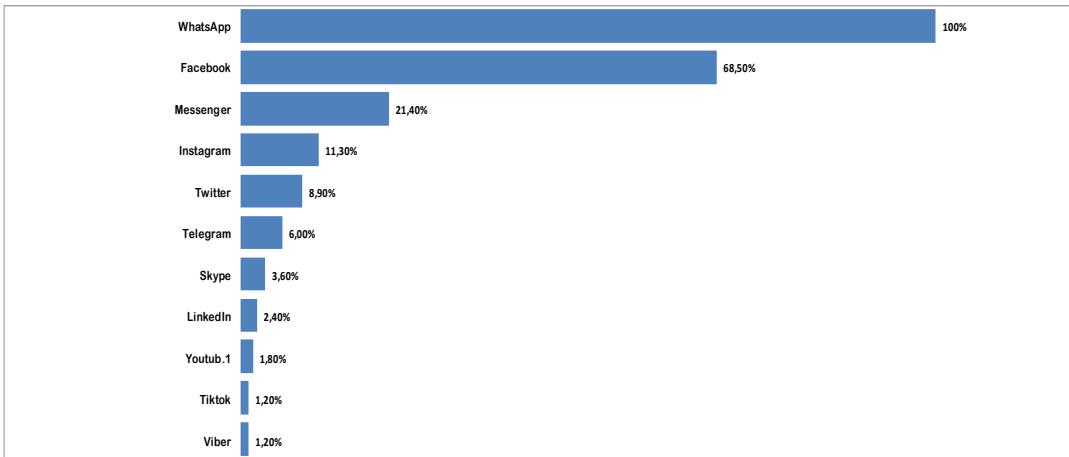


Figure 1 : Type de réseaux utilisés par les enquêtés

Source : enquête de terrain, juillet 2021

Ce graphique montre que toutes les personnes interrogées utilisent les réseaux sociaux comme l'indique le graphique suivant. Environ 82.7% de la population disposant de connexion internet se connectent souvent pour s'informer sur la vie politique. Ils sont nombreux à faire usage des réseaux sociaux pour répondre aux messages politiques et donner leurs opinions. Sur l'ensemble des enquêtés, 69.9% disent que les principales sources des informations qu'ils reçoivent sur les réseaux sociaux sont WhatsApp et Facebook. L'utilisation massive des réseaux par les citoyens a été rendue possible grâce au câblage de sous-marin desservant les côtes occidentales. En effet le câble de la fibre optique de Lomé à Cinkassé par *Togo télécom* a rendu fluide la connexion à haut débit ; ce qui a facilité par conséquent, l'utilisation des portables de types androïde par de nombreux citoyens dans la commune de la Kozah 1. Ainsi les citoyens de la commune de la Kozah 1 ont énuméré plusieurs types des réseaux utilisés. En dehors du WhatsApp auquel les citoyens ont systématiquement recours pour s'informer de la vie politique et participer aux débats publics, la majorité utilise Facebook pour les échanges familiaux, amicaux et commerciaux. Certains utilisent, en plus de ces réseaux cités, le Messenger, l'Instagram, Twitter mais s'intéressent peu au TikTok et Viber. C'est un univers systémique et assez dynamique.

2.1.2. Usage des réseaux sociaux dans la commune de Kozah 1 : une réalité multidimensionnelle

L'adoption et l'utilisation des réseaux sociaux dans la commune de Kozah 1 s'applique à différents domaines. Ils sont indifféremment utilisés par différentes catégories socioprofessionnelles. La population enquêtée déclare utiliser les réseaux sociaux dans divers domaines comme le présente la figure 2 ci-après.

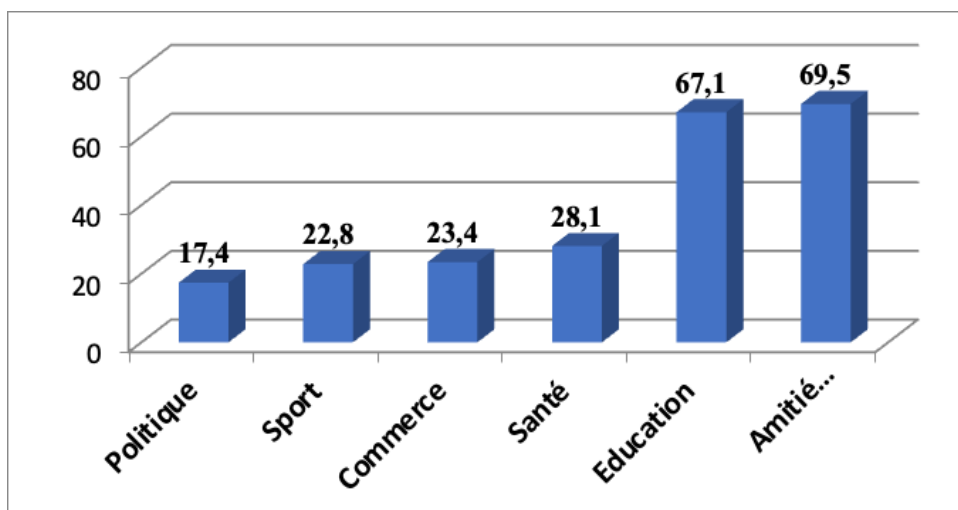


Figure 2 : Répartition des enquêtés selon les domaines d'utilisation des réseaux sociaux

Source : enquête de terrain, juillet 2021

La figure 2 montre qu'une proportion 17,4% utilise les réseaux sociaux pour la politique, 22,8% les utilisent pour le sport alors que 23,4% les utilisent pour le commerce, 28,1% pour la santé, 67,1% dans l'éducation. Une forte proportion des enquêtés (69,5%) les utilisent pour l'amitié virtuelle. Selon les commerçants par exemple, les réseaux sociaux ont augmenté les chiffres d'affaires par la promotion en ligne, la recherche des clients et même les échanges en ligne. Désormais les produits sont mis en ligne et la vente s'opère sans faire l'effort de se déplacer. Un commerçant déclare : « Avec le WhatsApp, j'arrive à passer la commande de mes marchandises depuis Lomé et je paye aussi en ligne. J'arrive à économiser mon transport. Le WhatsApp est bon pour nous les commerçants ».

Pour la majorité des enquêtés, le WhatsApp est aujourd'hui le plus usuel des réseaux sociaux avec son système de messagerie instantanée audiovisuelle. Il devient de ce fait, le choix de communication de prédilection. Les utilisateurs l'accordent plus d'importance pour se prononcer sur les faits socio-politiques du fait de sa confidentialité. Selon un enquêté, « WhatsApp est utilisé par toute la famille du jeune au plus âgé, du plus grand au plus petit. Non seulement ce réseau permet de rédiger les messages textuels et audio mais aussi visuels et surtout l'échange des images réelles entre amis, familles et proches ».

En marge du WhatsApp, Facebook est l'un des réseaux les plus visités sur lequel les citoyens de la commune de Kozah 1 publient et reçoivent des vidéos, images, fichiers et documents. Il permet d'échanger des messages, intégrer des groupes d'utilités variées. Il est utilisé par 68,50% (cf. figure 1) des enquêtés. Les enquêtés ayant un âge compris

entre 18 et 27 ans font plus usage des réseaux sociaux contrairement à ceux qui ont un âge de 58 ans et plus. Ce qui traduit clairement l'engouement de la jeunesse à s'informer par les canaux numériques en faisant usage de leurs différentes fonctionnalités (J. J. Rechenman, 2001). Il ressort des résultats que les réseaux sociaux sont diversement utilisés selon l'intérêt que tirent les usagers. Ces données confirment l'engouement des populations à faire recours aux réseaux sociaux dans le domaine de la politique.

Du point de vue du genre, les résultats de la recherche montrent que l'utilisation des réseaux sociaux n'est pas l'apanage de femmes ou d'hommes. S'il est vrai que les femmes les utilisent moins dans le domaine politique, elles le font aussi bien dans d'autres domaines tels que l'éducation, la santé et le commerce. L'un des facteurs à prendre en compte dans l'usage des réseaux sociaux dans l'arène politique reste le lieu de résidence. En effet, les résultats de la recherche montrent que les citoyens résidant en zone urbaine ont une facilité d'accès à la connexion que ceux qui résident en zone péri urbaine. Aussi le statut socioprofessionnel est un indicateur important. Aussi, les données indiquent que la plupart des cibles ayant fait l'usage des réseaux sociaux pour exprimer leurs opinions politique ont un niveau universitaire. Les citoyens ayant un niveau d'étude bas ont une méfiance de s'exprimer en politique par crainte de sentiment d'incompétences ou de non maîtrise du sujet. Ils ont aussi peur des railleries, de moqueries et de commentaires retours. Les réseaux sociaux offrent donc aux citoyens des possibilités d'usages.

Ces résultats traduisent la diversité des enquêtés à travers non seulement leurs niveaux d'instruction, mais aussi leur appartenance religieuse et la relative facilité d'utilisation de ces réseaux sociaux en fonction de leur catégorie socioprofessionnelle dans la mesure où l'utilisation des réseaux sociaux n'exige pas forcément de l'utilisateur un niveau d'instruction élevé. La participation citoyenne à travers les réseaux sociaux est une affaire de tous, mais l'accès à la connexion reste inégalitaire dans la commune de Kozah 1.

2.1.3. Inégale couverture de la commune par le réseau de connexion internet

Pour le réseau social, il faut des outils collaboratifs qui élargissent les possibilités d'interaction entre les membres d'un même réseau social. Les enquêtés ont parlé de l'inégale couverture de réseau internet dans certains cantons de la commune (Landa, Soumdina). Les populations en zone urbaine (Lama) sont plus couvertes par le réseau et donc ont accès aux informations plus rapides que leurs voisins des zones semi urbaines (Landa, Lassa, Soumdina). Un enquêté s'indigne à ces termes « il m'arrive parfois de faire une demi-journée sans connexion malgré mon forfait actif. Or, c'est le réseau qui permet d'être interconnecté avec les autres donc le monde ». C'est la magie de la connexion qui permet aux groupes de se fédérer pour échanger sur un sujet commun et

construire un débat. Ils créent à ce titre des groupes d'individus ou d'entités qui sont reliés entre eux par des liens. « Je fais partie de plus de plus de 4 groupes WhatsApp dans lesquels on échange. D'abord un groupe de Football, un groupe pour nature et santé, un groupe de débats politique, de vente d'article...ce qui fait que je suis branché chaque jour avec les autres » nous dit un enquêté lors de l'entretien.

En somme, pour les citoyens ciblés par la recherche, un réseau social a pour objectif premier, à travers l'Internet, de mettre des utilisateurs en relation entre eux, pour des échanges d'informations et des données telles que des photos, des vidéos, des livres, etc. A l'unanimité, nombreux sont les citoyens qui connaissent et soulignent l'utilité des réseaux sociaux dans multiples domaines et reconnaissent leurs avantages. Au vu des résultats de terrain, les citoyens sont inégalement couverts par les réseaux sociaux en fonction de leurs lieux de résidence. Les citoyens habitant des zones qui ne sont pas couvertes sont mal informés et ne bénéficient pas des informations en temps réel par défaut de connexion. Ces derniers se fient alors aux informations des médias traditionnels et les informations de bouche à oreille. Un chef de village à l'entretien dit :

Humm, avant ce sont les radios qui nous informaient. Peu après je demandais l'information à mon fils qui utilisait un portables androïde et se connecte. Avec le temps nous sommes tous entrés dedans ; car, même pour la réunion des chefs, personnes ne nous appelle. Il suffit de donner l'information sur la plateforme des chefs et tout le monde est présent. Mais parfois à nos rencontres on a la présence des individus qui ne sont pas des chefs. Nous ne savons pas d'où ils ont eu l'information. Parfois à la fin de nos discussions, avant même que nous retournons à nos domiciles respectifs, les populations sont déjà informées des conclusions de notre assise. C'est parfois surprenant mais nous évoluons désormais avec ça. Les réseaux sociaux sont bons mais aussi mauvais. On ne garde plus les secrets surtout ceux politiques.

Il est donc important de faire usage des réseaux sociaux comme, WhatsApp, Facebook, Instagram pour écouter et faire évoluer les attentes citoyennes, ou pour relayer ces attentes et les informations des dirigeants auprès de leurs partisans.

Cependant, rappelons que les réseaux qu'utilisent les citoyens de la commune de Kozah 1 sont multiples. De la basse à la haute classes, hommes ou femmes l'utilisation des réseaux sociaux est connue par les citoyens interrogés et reste pour eux des moyens de communication et d'information dans divers domaines. Faut-il alors en conclure que les réseaux sociaux peuvent favoriser la démocratie ? Les points de vue divergent et se contredisent entre les citoyens qui considèrent les réseaux sociaux ont révolutionné la politique et favoriser une évolution vers une démocratie plus participative, voire directe, dans laquelle les citoyens sont devenus plus libres et autonomes et d'autres qui reconnaissent que les réseaux sociaux a changé les formes de la vie sociopolitique, mais constituent en même temps une menace pour la démocratie et à la vie citoyenne.

2.2. Les fonctions politiques des réseaux sociaux dans la commune de Kozah 1

Les résultats de la recherche révèlent que les avantages liés à l'utilisation des réseaux sociaux sont multiples et diversifiés selon les domaines et les utilisateurs.

2.2.1. Les réseaux sociaux : nouveaux canaux d'expression et de participation politique

Le développement des réseaux sociaux au Togo et dans la commune de Kozah 1 s'est accompagné par de nouvelles pratiques de communication, de mobilisation et de militantisme dans le domaine politique. En considération des différents événements politiques et les violences vécus entre 2005 et 2019, il n'est pas de doute que les réseaux sociaux ont ouvert une nouvelle ère pour donner plus de vie à la participation. Les populations prennent de plus en plus conscience de la force des réseaux sociaux et n'hésitent pas à les utiliser pour inciter au changement de la gouvernance politique et économique du pays. WhatsApp a offert aux citoyens de la commune de Kozah 1 de nombreuses possibilités d'émancipation politique dans la mesure où les citoyens ont désormais la possibilité d'organiser ou de participer aux différentes manifestations politiques.

Les réseaux sociaux sont présentés comme le vecteur possible d'un renouveau chez les citoyens. De ce fait, ils permettent la création de forums de discussions politiques, facilitent les mobilisations militantes et rendent théoriquement possible une grande participation des citoyens à la vie politique. L'usage des réseaux sociaux au Togo en général et dans la commune de Kozah 1 en particulier, a contribué à rompre avec le mythe des intellectuels et permet à une grande partie de citoyens de s'intéresser à la chose politique. Désormais la parole politique ne reste pas sans commentaires.

Il s'agit des changements qui provoquent des bouleversements et accélèrent le processus de participation des citoyens dans le champ politique. En effet, Kara qui constitue le périmètre urbain de la commune de Kozah 1, a longtemps fait partie des villes togolaises relevant du fief du régime au pouvoir où les médias privés sont peu nombreux et le débat contradictoire quasi absent. A ce jour, les réseaux sociaux constituent le seul recours dépenalisé pour les citoyens de cette commune qui n'hésitent pas à déchaîner leur frustrations et passion. Ce qui explique que 61, 3% des enquêtés utilisent les réseaux sociaux pour s'informer de la politique. Ces réseaux sociaux ont servi de relai d'information pour mobiliser les manifestants du 17 au 19 Août 2017 suite

à l'appel du leader du PNP. Ainsi la commune de Kozah 1 a abrité des manifestations comme jamais auparavant. A cet sujet un enquêté confirme en ces termes :

« Je n'ai jamais participé aux manifestations. Mais cette fois ci, grâce au partage des informations sur le WhatsApp, je suivais en directe tous les événements qui se déroulaient et cela m'a encouragé à sortir pendant deux jours pour exprimer mes idées à travers des marches ».

Il conclut en ces termes : « les réseaux sociaux sont des canaux d'expression des pauvres comme nous ». Confirmant cette utilité des réseaux sociaux un autre enquêté 47 ans à Lama déclare :

« Les réseaux sociaux sont vraiment utiles à notre époque. Avant pour te faire entendre, il fallait être un leader politique, un journaliste ou un professionnel. Et payer une plage horaire à la télé ou à la radio. Parfois à la fin de l'émission, ou pouvait te prendre et pour une destination inconnue. Aujourd'hui, il est difficile que les autorités maîtrisent l'émetteur d'une information à travers les réseaux sociaux numériques. Il suffit que tu fasses un message de ton point de résidence et l'émettre à travers diverse plateforme et le tour est joué ».

Les populations s'en servent pour se faire entendre ou manifester leur désaccord ou leur adhésion à la politique des gouvernants. Nombreux sont les citoyens à s'inscrire sur les plateformes ou à discuter des sujets politiques. En dehors de leur fonction informative, les réseaux sociaux jouent un rôle mobilisateur pour les partis politiques et contribuent activement aux contestations politiques. C'est ce que confirme ce leader politique lorsqu'il dit :

« Autrefois la mobilisation de nos partisans se faisant à travers des tracts (petite notes). Ce qui était difficile de ressembler beaucoup de citoyens. Parfois avant l'heure prévue, le parti au pouvoir envoyait sur les lieux les milices ou des soldats pour empêcher la rencontre. Mais aujourd'hui nous avons des plateformes bien gérés par des administrateurs à travers lesquelles nous arrivons souvent à contourner ces obstacles et tenir des réunions ».

En toute évidence, les réseaux sociaux offrent d'énormes opportunités de changement (W. Z. Tiemtoré, 2006. Pour M. Pogbo Pali (2017), « les technologies de l'information et de la communication, de par leurs impacts, de par leur fascination, de par leur opérationnalité extrême et continue, ouvrent un boulevard insoupçonné de possibilités infinies » :

« Aujourd'hui, grâce au réseau WhatsApp, la participation politique connaît une amplitude. Elle quitte les marchés et les lieux de réunions et s'opèrent plus dans les espaces virtuels donnant lieu à une organisation qui se transforme progressivement en de nouveaux liens qui s'établissent entre les partis politiques, les comités locaux, et l'entourage des responsables politiques. » Il poursuit : « L'exigence de

pluralisme d'idées et d'opinion par l'Internet fonde alors ce qu'on peut nommer l'e-démocratie » (M. Pogbo Pali, 2017,).

Dans un pays comme le Togo où le contexte politique est un peu délétère en raison de la crise de confiance entre les acteurs politiques, les réseaux sociaux sont de nouvelles formes de participation politique des citoyens. Ils s'imposent comme de nouveaux canaux non seulement de gouvernance mais aussi de soutien ou de contestation politique. Ainsi, de nombreux citoyens togolais sont très actifs sur les plateformes pour exprimer leurs opinions pendant les périodes pré et post électorales. D'autres s'en servent pour les mobilisations électorales à travers des messages audios et textuels. Ainsi, ils apparaissent comme des vecteurs d'expression populaire qui réduisent le fossé entre gouvernants et gouvernés et contribuent à ce titre, à améliorer la capacité de la participation des citoyens dans la commune de Kozah 1 au Togo.

2.2.2. Réseaux sociaux : outils incontrôlés

Considérée comme l'un des fiefs de l'ex-président⁵ et l'actuel président⁶ de la République Togolaise, forte allégeance au régime en place, la commune de la Kozah 1 a connu des répressions de toute tentative de manifestation publique, avec pour conséquence le recours massif des populations aux réseaux sociaux pour dénoncer la mauvaise gestion du pouvoir. Les enquêtés ont trouvé comme base à leur participation : le WhatsApp, le Facebook et moins les autres sites web et les media. Ainsi, les réseaux sociaux ont favorisé la diffusion rapide de l'information pour atteindre plus d'acteurs à manifester. Un enquêté décrit son argument de faire partir de la marche les 18 et 19 Août 2017 à Kara :

Depuis ma naissance je n'ai jamais pris part à une manifestation. Mais en 2017 ; à travers mon téléphone avec système androïde, j'ai pu avoir les messages du leader du parti PNP sur le WhatsApp qui a décrit avec intérêt le rôle des manifestations dans la libération des peuples avec pour exemple les évènements du printemps Arabe. Ayant vu les images de mes camarades manifestés, je me suis aussi lancé au lendemain à la marche.

Ils sont nombreux à considérer les réseaux sociaux comme des alternatives à la participation politique traditionnelle. Les citoyens les utilisent dans le domaine politique pour exprimer leurs opinions ou manifester contre et/ou soutenir le pouvoir en place. Un enquêté confirme en ces propos « grâce aux réseaux sociaux moi aussi j'arrive à donner mon opinion surtout en ce qui concerne les événements politiques. Sur notre plateforme, les débats sont souvent houleux et riches en informations politiques ».

⁵ Le feu Président Gnassingbé Eyadéma

⁶ Le Président Gnassingbé Essozimna Faure

Les citoyens reconnaissent aux réseaux sociaux une place de choix dans la vulgarisation de l'information et surtout la rapidité. Au regard de cette vulgarisation rapide des informations par un outil incontrôlé, on convient de s'interroger sur la fiabilité des informations diffusées au moyen des réseaux sociaux ; de même que la capacité des citoyens à distinguer les bonnes informations des intoxications. La participation politique était traditionnellement faite dans des organisations telles que les partis politiques, les syndicats, les associations de quartier, etc. Avec l'avènement des réseaux sociaux, le champ public où se fait le jeu politique a connu de profonds bouleversements. Pris sous cet angle, l'usage des réseaux sociaux en politique peut être présenté comme une agora électronique, un nouvel âge athénien de la démocratie comme dirait A. Gore (1994) d'autant qu'il donne l'opportunité à toutes les catégories sociales de participer à la vie politique de la cité. C'est aussi par l'intermédiaire des réseaux sociaux, que la diaspora a donné une visibilité nationale et internationale à la crise togolaise en 2017.

Les réseaux sociaux sont le seul canal aujourd'hui qui échappe encore à la censure des autorités et où tout le monde peut donner son avis sans avoir peur même si la police et la gendarmerie parviennent parfois à interpellier certaines personnes pour leur prise de position ou activisme en ligne. Les sujets sur lesquels les citoyens mènent les débats sont d'ordre politique, social et économique. Ainsi, 17,7% des enquêtés disent avoir travaillé dans les villes et villages pour mobiliser d'autres citoyens à participer aux manifestations dans la commune de Kozah 1. La forte mobilisation nationale et internationale des événements des années 2017 fait dire que les réseaux sociaux sont un véritable espace de participation politique et qu'ils influencent les mobilisations contestataires survenus sur le territoire togolais en général et dans la commune de Kozah 1 en particulier. Une enquête le confirme par ces propos : « c'est sur les réseaux sociaux que chaque personne s'informait sur ce qui se passe dans le pays du Nord au Sud et de l'est à l'Ouest ».

En considération des différents événements vécus en 2017 dans la commune de Kozah 1, on peut affirmer que les réseaux sociaux ont permis aux citoyens de s'exprimer, de se mobiliser et manifester leur mécontentement contre un pouvoir qu'il juge autoritaire. Les populations ont pris de plus en plus conscience de la force des réseaux sociaux et n'hésitent pas à les utiliser pour inciter au changement de la vie. C'est dans cet ordre d'idée que R. Lecomte (2013) a pu montrer comment l'internet a permis de reconfigurer les modes d'expression et d'engagement des internautes tunisiens. Pour lui l'humour, l'ironie et la subjectivité caractérisent leurs prises de parole, interrogeant le modèle canonique d'un espace public à vocation critique et ouvert sur des formes moins élitaires d'expression.

Au Togo, la multiplication des réseaux sociaux joue un rôle important dans la mobilisation des citoyens. C'est ce que confirme G. Napo (2020) pour qui les réseaux

sociaux se sont multipliés partout dans le monde et se positionnent comme des créneaux pour la mobilisation collective des citoyens. Ainsi, leur particularité réside dans le fait de rendre visible et d'entrecroiser ce que la pratique antérieure pouvait soigneusement cloisonner. Dans ce cadre, ils ont servi de moyen de mobilisation lors des mouvements politiques de 2010 avec un tampon particulier en 2017 et 2019. Dans la commune de Kozah 1, les manifestations ont été organisées et ont permis de rompre avec les croyances traditionnelles du fief du parti au pouvoir. On assiste ainsi à une forme de contestation virtuelle à travers les réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux sont devenus une composante indispensable pour le succès des mouvements protestataires dans la mesure où ils diffusent l'information relative au but et la manière de protester. Ils permettent ainsi une participation citoyenne et un engagement des citoyens aux affaires de la cité. Par les réseaux sociaux, la démocratie d'opinion sur Internet a contribué au développement irréversible de la possibilité d'une démocratie participative où le citoyen développe un esprit critique, peut corriger ou orienter les décisions de la gouvernance publique.

2.2.3. Les réseaux sociaux comme un cadre de conservation dans l'anonymat

Les résultats de la recherche confirment l'affirmation selon laquelle dans un contexte marqué par les intimidations, menaces et violences des deux camps, les contestataires adoptent de faux profils pour appeler à l'action sur le terrain à travers des chantages, des audios et communiqués de toutes formes.

Les réseaux sociaux ont été utilisés par les citoyens pour rompre avec le mode de rassemblement traditionnel des partisans, difficile et contrôlé. Pour nombre de citoyens de la commune de Kozah 1, les réseaux sociaux ont donné aux partis politiques un outil de vulgarisation de leurs programmes politiques, opinion et un moyen plus efficace, sûr d'enrôlement de militants actifs. Grâce à leur facilité d'utilisation (texte ou audio) ils offrent des moyens d'accès simple au public sans intermédiaire ni médiateur. Ils ont rendu également fragile la communication des hommes politiques puisque n'importe quel citoyen peut notifier sur la toile son désaccord et parfois ses commentaires pour étayer de façon immédiate. Ce qui a permis, dans la plupart des cas, aux usagers de détourner facilement les censures jadis portant sur les médias officiels dans certains pays. C'est ce que soutient A. Mare (2014) qui pense que c'est à travers le partage d'informations, la mobilisation des acteurs et des ressources, l'internet joue le rôle de tambours pour appeler à la mobilisation.

C. Amoussou (2019), reconnaissant cet intérêt, estime que si les réseaux sociaux sont utilisés de manière intensive de nos jours en politique, ce n'est pas que pour pouvoir toucher des électeurs qui n'étaient pas touchés par les médias traditionnels. C'est un terrain de jeu vaste dans lequel les politiques peuvent s'exprimer, de manière libre, non censurée, mais surtout, de manière gratuite. Ouvrir un compte sur Twitter ou WhatsApp

ne coûte rien. Le plus difficile est d'acquérir des abonnés, une fois ceci fait, il ne reste plus qu'à publier le contenu souhaité et attirer l'attention des internautes. Certains enquêtés (33%) affirment avoir utilisé les réseaux sociaux pour faire triompher leurs opinions par rapport aux autres usagers. « Souvent avant, pendant ou après un évènement, je fais l'effort de m'acheter de la connexion pour les discussions dans les groupes. C'est là que nous imposons notre volonté à travers notre raisonnement et l'art de convaincre les autres », affirme un leader politique.

2.2.4. Les réseaux sociaux au moyen de la mobilisation de l'électorat

Les réseaux sociaux se présentent aujourd'hui comme des espaces par excellence conviviaux de présentation de soi et de communication politique. L'un des candidats politique à avoir su utiliser les réseaux sociaux pour gagner une élection est Donald Trump⁷. A l'inverse de Barak Obama, la stratégie de Donald Trump était basée sur le partage en masse. Ainsi, en partageant le contenu plusieurs fois par jour de manière non censurée et sur le même sujet, il a réussi à fédérer une foule ayant les mêmes opinions que lui à ses côtés (J. Hollinger, 2017).

Un militant affirme que lors des échéances électorales communales de Juin 2019, les groupes WhatsApp ont servi aux citoyens de la commune de suivre les campagnes des candidats, se faire enrôler sur les listes électorales ou d'aller voter. Il dit ce qui suit à ces termes :

C'est aux environs de 15 heures qu'un ami a écrit dans le groupe que à l'EPP Lama Feing, il y avait plus d'affluence. Tous ceux qui n'ont pas encore accompli leur devoir civique peuvent rapidement s'y rendre. J'ai rapidement couru pour aller voter. En effet, j'avais de la paresse à cause de l'affluence qu'il y avait dans la matinée.

Les réseaux sociaux sont ainsi devenus des moteurs pour les citoyens d'accomplir leurs devoirs et droits civiques. Ils participent à faciliter le contact avec d'autres sujets à l'aide de moteurs automatiques de recherche. L'un des avantages cités par une personne interrogée reste la facilité de faire des recherches, l'échange des documents (textes, audios) à travers les réseaux sociaux. Selon 67,1% des enquêtés, les réseaux sociaux sont utilisés dans le domaine de l'éducation, et estiment qu'ils constituent un outil de recherche parce qu'ils les utilisent souvent pour répondre à leurs divers besoins de recherche.

Dans cette perspective, commenter un article en ligne, « liker » un profile Facebook d'un parti politique, partager la vidéo d'un débat politique ou d'une manifestation

⁷ L'ancien président des Etats-Unis d'Amérique (2016 à 2020).

publique, discuter de l'actualité politique du pays sur les réseaux sociaux est appréhendé comme une action politique qui exercerait une influence sur les décisions des dirigeants (Perretti et Micheletti, 2004). Les résultats de recherche ont montré la capacité des usagers à se partager les images des différentes manifestations avec des commentaires dans les différentes villes du pays et celles des autres pays pour encore inciter les manifestants à la révolte et à encore participer. Abondant dans le même sens, G. Browning (1996) pense que l'internet influence et élargit le champ d'action informationnel de la société civile, encourage les actions politiques sur les terrains à travers l'organisation des manifestations, des grèves, des marches. La plupart des grèves dans le secteur surtout éducatif sont une œuvre des réseaux sociaux. Les responsables syndicaux donnent le mot d'ordre de grève sur la plateforme qui est rapidement relayé par les partisans et les consignes sont respectées. Ces manifestations de grève ont conduit les autorités du secteur à rencontrer les responsables et discuter sur les conditions de travail des enseignants avec des engagements pris de tout coté.

Outre la participation politique, les réseaux sociaux sont aussi des moyens de communication des entreprises et des organisations et de renforcement des liens sociaux comme l'a remarqué l'analyse structurelle des réseaux, M. Granovetter (1973). Il montre à travers son analyse qu'un réseau ouvert avec plusieurs liens faibles permet un accès à une quantité d'informations supplémentaires. La force des liens faibles est représentée par la structure du réseau de Benoît Hamon dans lesquels les groupes le supportant appartiennent eux-mêmes à une variété de réseaux qui n'est pas uniquement politique. Ces groupes issus du monde associatif, du sport, des regroupements d'étudiants constituent des ponts entre l'univers politique et les « autres mondes virtuels » selon l'auteur. C'est ce que confirment 34,7% des enquêtés qui déclarent utiliser les réseaux sociaux pour l'amitié virtuel, tisser des relations de tout genre. Un enquêté déclare : « A travers les échanges sur les réseaux sociaux, nous nous partageons non seulement les amis mais aussi tissons des relations, partageons des offres d'emplois. » La plateforme devient alors un lieu de rencontre et aussi de recherche d'emploi.

Au-delà donc des liens, ils ont joué un rôle dans l'autonomisation de la société civile et l'ont aidée à s'organiser contre le pouvoir public. Un jeune de 21 ans lors de l'entretien de groupe dit ce qui suit :

Aujourd'hui on n'a pas besoins d'être député, journaliste ou cadre d'un parti politique avant de donner son point de vue sur un sujet. Il suffit juste d'avoir un forfait de 200 francs CFA et de ton coin où tu résides tu envoies ton message. Qu'il soit un message en audio ou visuel il fera le tour jusqu'à atteindre la cible visée.

L'engagement du citoyen passe par la disparition d'entraves politiques et réglementaires grâce à l'élargissement aux réseaux sociaux. La participation se fait plus à travers les réseaux sociaux.

2.3. Les risques liés à l'utilisation des réseaux sociaux dans la commune de Kozah 1

En dehors des services et opportunités qu'ils offrent aux usagers, les réseaux sociaux présentent aussi des aspects néfastes révélés par la présente recherche dont il est important de signaler. Selon certains usagers, l'utilisation des réseaux sociaux est encore à nuancer au Togo. Il est difficile d'anticiper son impact sur la participation politique. Tout le monde n'est pas au même niveau quant à l'utilisation des outils technologiques et l'accès à la connexion Internet.

2.3.1. Réseaux sociaux comme moyens d'instabilité et d'intoxication des citoyens

Les usagers de la commune de Kozah 1 estiment que les réseaux sociaux n'offrent pas pour le moment des raisons de croire qu'ils puissent impacter fondamentalement la gouvernance et orienter les décisions publiques. Malgré les manifestations de 2019, le pouvoir n'a fait que trouver des alternatives et s'éterniser au pouvoir. Des manifestants ont été suivis, interpellés et emprisonnés comme c'est le cas des partisans de la « Tiger révolution »⁸. En effet, suite aux événements des 17 au 19 août 2017, un internaute a créé une plateforme demandant aux usagers qui sont pour l'alternance d'intégrer pour déstabiliser les institutions de la république les jours suivants. Le gouvernement quelques jours après a démantelé le réseau, interpellé les leaders et mis en prison pour répondre de leurs actes. Au-delà de cet aspect, rappelons que les réseaux sociaux servent aussi de moyen de déstabilisation des adversaires politiques. Les résultats de terrain montrent que 84,5% évoquent le risque de déstabilisation par des adversaires. En effet, à travers des audios, des messages et des textes, les camps se forment et s'alignent pour trouver des stratégies de déstabilisation des adversaires. Au Togo, les mouvements « Dynamique Mgr Kpodzro », « En aucun cas » et « Tiger revolution » sont des exemples. Ces mouvements sont constitués avec pour ambition de déstabiliser les institutions de la république et accéder à une alternance politique à tous les prix.

Si les citoyens ont reconnu, d'une part, l'utilité des réseaux sociaux, ils ont avoué, d'autre part, le risque d'intoxication des usagers. Nombreux sont des messages reçus sur les réseaux sociaux qui ne relèvent pas de sources fiables. C'est dans cette optique qu'un enquêté donne son point de vue en disant que « toutes les informations issues des réseaux ne sont pas toujours bonnes. Il y a toujours beaucoup de « Fake News », ce n'est pas toutes qu'il faut considérer ». Dans un contexte politique tendu, certains

⁸ Un groupe de citoyens engagés qui ont été accusés de tentative de déstabilisation et d'atteinte à la sûreté nationale.

citoyens sont aussi exposés aux risques de déformation de l'information politique. N'ayant pas un niveau d'instruction acceptable et ne disposant pas de moyens de vérification des informations, certains citoyens deviennent consommateurs des fausses informations. Il s'agit aussi des usagers de faible statut social issus de catégories socioprofessionnelles basses. Ces derniers hésitent d'exprimer leurs opinions politiques contradictoires par sentiment d'incompréhension ou de non maîtrise du sujet de peur de faire des erreurs. En conséquence, ils ne sont que des consommateurs d'informations, même celles qui sont fausses. Un leader politique se confie en ces termes :

Avec l'évolution des réseaux sociaux surtout à travers le WhatsApp, on assiste régulièrement à des chantages politiques. Même les profane sur les aspects politique prennent parole et négligent l'autorité publique, le respect n'est plus dans la culture de cette nouvelle génération...Personne ne contrôle l'information.

2.3.2. Réseaux sociaux comme espaces de diffamation et de cybercriminalité

Si certains citoyens consomment des fausse informions, d'autres par contre risquent une dégradation de leurs images. Pour s'exprimer, les gens n'écrivent plus fréquemment. Ils prennent juste le temps d'envoyer ou de partager leurs émotions, leurs sentiments par des émoticônes. Il n'est pas aussi exclu qu'une tierce personne actualise l'image d'une autre personne avec un commentaire inapproprié. A cette pratique, les personnes malveillantes y voient le moyen de nuire d'autres à travers juste leurs images. Même si les photos sont privées, elles peuvent rapidement être utilisées par le cybercriminel. Les informations partagées pourraient servir à préparer un plan de cambriolage. Les photos peuvent aussi être utilisées à des fins commerciales ou malveillantes. Les utilisateurs se trouvent devant une multitude d'informations parfois fausses. Un informaticien de la zone de recherche confirme : « Aujourd'hui il est plus facile avec les logiciels d'envoyer un commentaire et couper une image et la transformer qu'elle réponde au message ou commentaires ».

On assiste alors à l'intoxication de la population et à la déformation de l'information. En effet, 84,5% des enquêtés pensent que l'utilisation des réseaux sociaux en politiques entraîne le risque déformation de l'information, l'un des enquêté à l'entretien dit que « ce n'est pas toutes les informations reçues sur les réseaux sociaux qu'il faut considérer comme vraies. Beaucoup de personnes fabriquent des informations ». Cette affirmation vient confirmer le constat qui a été fait au lendemain des événements de 2019 au Togo. Un utilisateur ayant créé une plateforme dénommée « Tiger révolution » demandant à tous ceux qui sont favorables pour l'alternance politique de s'inscrire pour le renversement des institutions de la république. Cette situation a créé des scènes de violences contre les forces de sécurité qui ont diligenté une enquête et mis aux arrêts 18 individus. La publication de fausse information a envahi le quotidien des usagers des réseaux. Il s'agit du partage de fausses informations en un temps record. Cette pratique a souvent des conséquences irréversibles. Interrogés, 96,4% des cibles reconnaissent

que l'usage des réseaux sociaux a des inconvénients tant pour les usagers eux-mêmes que pour la vie politique à travers des dérapages dans les commentaires et diffusion d'informations. Ce sont ces actes qui entraînent des manifestations de protestation non autorisées.

Si certains enquêtés ont parlé de la déformation de l'information, d'autres par contre, font référence à l'intoxication dont certains usagers sont victimes. C'est l'exemple qu'a vécu le monde entier avec la crise sanitaire à COVID 19. Les réseaux sociaux ont servi de relais d'information et de déni de la maladie. Certains citoyens ont fait confiance aux réseaux qui détournent l'attention des citoyens à ne pas se faire vacciner contre cette pandémie contrairement aux dispositions prise par les gouvernants.

3. Discussion

Somme toute, il convient dire que les travaux de M. Granovetter (1985) et ceux de J. Habermas (1997) corroborent les résultats auxquels nous sommes parvenus dans le cadre de la présente recherche. Les travaux de ces deux auteurs constituent des modèles théoriques d'analyse ayant permis de mieux appréhender l'usage des réseaux sociaux et leur influence sur la participation politique des citoyens de la commune de Kozah 1 au Togo.

En effet, le premier modèle théorique est celui de M. Granovetter (1985), une théorie connue sous le nom de la « force des liens faibles ». L'idée fondamentale de cet auteur est que la force des relations entre les individus n'est pas égale, et que ces différences génèrent des configurations sociales qui ne sont pas neutres, du point de vue du phénomène comme la mobilité sociale. Pour lui, un réseau social se compose de liens forts et de liens faibles. Il définit la force d'un lien à partir de quatre critères : la fréquence des contacts, l'intensité émotionnelle, l'intimité et la réciprocité des services rendus. On peut alors distinguer deux types de relations, celles qui relient l'individu à sa famille et ses amis : les liens forts (relations soutenues et fréquentes) ; et celles formées par un réseau généralement étendu et plus distant, et que l'on qualifiera de liens faibles (contacts brefs et occasionnels).

Contrairement aux liens faibles, les liens forts sont fréquents, à forte charge affective et émotionnelle, et fondées sur des logiques de réciprocité. A partir de cette distinction, l'étude de M. Granovetter va consister à démontrer qu'un individu tirera davantage bénéfices de ses liens faibles que de ses liens forts, et accordera plus d'importance aux relations à distance qu'à celles de son entourage proche. Les liens forts servent souvent de jeter des ponts locaux entre des ensembles d'acteurs qui autrement seraient isolés ou encore qui ne pourraient se rejoindre que par détours plus long. L'importance de ces

liens forts est que ces ponts créent des chemins plus nombreux (plus grand nombre d'informations) et plus courts vers l'information stratégique. La capacité à innover donc semble d'autant plus importante que les idées se diffusent à travers les liens faibles. Généralement, l'absence de liens faibles engendre plus de pertes potentielles pour l'individu en termes d'opportunités que la disparition d'un lien fort en raison de l'importance des effets de structure : développement d'une communauté fondée sur des structures complexes de liens faibles : logique de maillage.

Les travaux de Granovetter éclairent sur la façon de structurer et de conduire les liens sociaux au sein des réseaux. Ainsi, les liens forts, relations directes et permanentes, forment avant tout, une communauté affective. Cette communauté de nature familiale ou amicale, a plutôt vocation à protéger l'individu (solidarité, entraide, soutien). A l'inverse, les liens faibles, relations spontanées et ouvertes, s'avèrent particulièrement efficaces dans le développement des activités professionnelles (recherche d'emploi saisie d'opportunité, prescription, recommandation). Néanmoins si la diversité (variété) sociale se révèle être un réel atout dans les travaux de M. Granovetter (notamment en termes de transmission de l'information), il nous semble nécessaire d'aborder la question des liens forts/liens faibles sous le signe de la complémentarité, plutôt que de les opposer, tant que ces liens présentent les qualités. Cette théorie explique au mieux les liens des citoyens d'appartenir aux plateformes de discussions sur les réseaux sociaux et de participer aux débats en s'exprimant.

Les résultats de cette recherche coïncident avec ceux de J. Habermas (1997) qui constituent pour nous le second modèle théorique d'analyse. Il s'agit de la théorie de l'espace public ou la participation à la délibérative de J. Habermas (1997). L'auteur a identifié la démocratie à la politisation des questions relevant du vivre ensemble. La défense de la démocratie pour lui va ainsi de pair avec la promotion de l'autonomie politique, qui désigne ici la capacité qu'a une communauté d'individus de choisir la forme de son organisation. Ainsi, pour J. Habermas, si la légitimité de l'Etat de droit repose sur les procédures qui encadrent les discussions, celles-ci ne s'auraient se limiter à un cadre strictement institutionnel. Au-delà de celui-ci, il faut en effet compter avec l'existence d'arènes politiques informelles, constituées par la nébuleuse de l'espace public issu de la société civile comme c'est le cas dans la commune de Kozah 1. Il importe donc de penser la participation politique qui est au fondement de la compréhension qu'a J. Habermas de la « démocratie radicale » J. Habermas (1997).

Dans la troisième partie de sa monographie, Dupeyrix approfondit cette idée en interprétant la fameuse thèse de la co-origénarité des droits de l'homme et de la souveraineté populaire comme un processus constitutionnel dynamique, au cours duquel les droits se construisent de façon intersubjective. La participation à la délibérative à travers les espaces publics est donc saisie comme une expérience. Proche des thèses de J. Cohen (1989), J. Habermas, en défendant l'idée que la libération est un consensus

produit par les arguments, et non pas une convergence des cœurs, affirme qu'elle donne lieu à des gains cognitifs en vertu desquels ont lieu des progrès historiques. Dupeyrix rappelle que la politique est le nom donné par Habermas aux processus par lesquels se constituent des espaces publics libres de toute attache pré politique, en particulier ethnique. A travers sa réflexion sur l'Europe, Habermas défend la constitutionnalisation d'un droit affranchi des limites que lui propose la souveraineté des Etats, et qui consacre l'autonomie des sociétés civiles. Cette théorie cadre bien avec la logique des citoyens de la commune de Kozah 1 qui se réfugient derrière les réseaux sociaux comme espaces publics, pour exprimer ce qu'ils n'auraient pas pu avoir le courage ou la chance de dire à travers les canaux de communication traditionnels. Ainsi, les citoyens de Kozah 1 s'expriment dans l'anonymat pour dire leur mécontentement et protester contre les décisions politiques au moyen des réseaux sociaux. Comme le témoignent les résultats de la recherche, ils se servent également des réseaux sociaux pour la mobilisation des militants et sympathisants en périodes électorales.

Conclusion

La présente recherche a eu pour objectif d'étudier l'usage de réseaux sociaux et leur influence sur la participation politique des citoyens de la commune de Kozah 1. A l'aide d'une approche méthodologique mixte, la recherche a donné des résultats qui révèlent que les réseaux sociaux présentent aussi bien les avantages que les inconvénients. Les réseaux sociaux occupent une place importante dans la vie sociopolitique dans la commune de Kozah 1. Ils ont ouvert un large éventail d'opportunités pour nouer de nouvelles formes d'actions collectives basées sur la connectivité entre citoyens. Malgré les contraintes et les obstacles d'ordre administratif et politique, la mobilisation citoyenne, parvient à introduire dans l'agenda politique des questions préoccupantes. L'usage massif des réseaux sociaux durant les événements des années 2017 et 2019 confirme la thèse de leur importance dans les nouvelles formes de la communication politique.

L'étude souligne aussi l'utilisation des réseaux sociaux par les acteurs politiques. Ils ont défait le périmètre de l'information en instituant un pluralisme d'opinion favorable au débat d'idées dans cette commune longtemps acquise au parti au pouvoir. Les citoyens s'invitent désormais dans l'utilisation des réseaux sociaux, qui s'érige comme une place électronique, un outil d'expression et de participation au débat public et facilite de nombreuses formes de mobilisation qui influencent la décision politique et tendent vers l'instauration d'une société démocratique. Les réseaux sociaux sont des outils parfaitement adaptés qui échappent aux fonctions de vigilance et de surveillance qu'espère la société civile. Ils incarnent également les nouveaux modes d'expression politique que recherchent les hommes politiques d'opposition, étouffés par la censure des médias publics, en palliant leur manque de visibilité. En dépit de leurs limites, les

réseaux sociaux sont un outil efficace pour le développement de la vie démocratique et potentiellement de la bonne gouvernance de la commune de Kozah1.

Références bibliographique

- AKINDES Francis., 1996, *Les mirages de la démocratie en Afrique sub-saharienne francophone*, Paris, Codesria-Karthala.
- BOYD Danah et ELISSON Nicole, 2007, « Social network sites : Définition histories, and scholarship », *Journal of Computer-Mediated Communication*, n°15, p. 210-230
- CARDON Dominique, 2010, *La démocratie Internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil.
- DANIOUÉ Roger Tamasse, 2001, « Socialisation politique et démocratie participative. Réflexion sur la contribution de la culture politique au développement de l'Etat démocratique en Afrique », *Annales de l'Université de Lomé*, série Lettre, n°21, p. 215-2
- DANIOUÉ Roger Tamasse, 2010, « Médias, sociétés et développement : l'impératif de la liberté d'information face à l'exigence de l'Etat démocratique en Afrique », *Annales de l'Université Abdou Moumouni*, Niamey (Niger), Tome XI-B, p. 23-35.
- DUPEYRIX Alexandre, HABERMAS Jürgen, 2012, *Citoyenneté et responsabilité*, Paris, Maison des sciences de l'homme, p. 422.
- FARIS David M. 2012, «La révolte en réseau: le « printemps arabe » et les médias sociaux». *Politique étrangère*, n°1, p. 99-109.
- GONZALEZ-QUIJANO Yves. 2015, «Internet, le Printemps arabe et la dévaluation du cyberactivisme arabe». *Égypte/Monde arabe*, n°12, p. 67-84.
- GRANOVETTER Mark, 1985, « economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *the American Journal of Sociology*, n°3, p. 481-510.
- HABERMAS Jürgen, 1981, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- ION Jacques, 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier.
- POGBO PALI Magnim, 2017, *La fracture médiatique et ses incidences sur l'enracinement de la démocratie au Togo*, Thèse de Doctorat de Sociologie Politique, Université de Lomé (Togo).
- POGBO PALI Magnim, 2020, « participation politique visitée par les réseaux sociaux au Togo : le WhatsApp, entre opportunité et menace pour la démocratie », *Mu kara sani*, n°31, Niamey (Niger), p. 108-122.
- ROSANVALLON Pierre, 2006, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.

- TOUATI Zeineb, 2012, La révolution tunisienne: interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux. *L'année du Maghreb*, n°8, p. 121-141.

Sources électroniques

- AMOUSSOU Céline, 2019, Pourquoi les politiques misent sur les réseaux sociaux. In : [en ligne]. 2019. [Consulté le 10 décembre 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.iscom.fr/fr/iscom/actualites-du-reseau-iscom-en-france/1603-commentreussir-son-marketing-politique-sur-les-reseaux-sociaux>.
- Cairn info <http://doi.org/10.3917/arco.henr.2009.01/01117>
- <http://blog.neocamino.com/le-pont-sur-les-differents-types-de-reseaux-sociaux/> visité le 13 septembre 2021 à 8H38
- <https://doi.org/10.3917/rsg.242.0017>
- Scholar.google.fr visité le 10/11/2021